

Lendemain d'adhésion à l'UE en Europe centrale

par Jacques Rupnik

Moins de deux ans après leur adhésion à l'Union européenne, les pays d'Europe du Centre-Est se trouvent dans une situation doublement paradoxale. D'une part, les sociétés et les économies de ces pays ont grandement bénéficié de l'entrée dans l'UE le 1^{er} mai 2004, or les coalitions pro-européennes qui ont mené à bien cette tâche quittent le pouvoir. D'autre part, si l'entrée dans l'Union s'est faite sans problèmes majeurs, les nouveaux entrants y sont socialisés dans un contexte de crise cruciale.

Aucune des calamités annoncées en Europe centrale par les adversaires ou les critiques des conditions d'adhésion jugées peu favorables ne se sont réalisées. Pas de poussée inflationniste qui atteindrait le pouvoir d'achat, pas de faillites en série d'entreprises ne pouvant soutenir la concurrence, pas de poussée migratoire de ceux qui seraient tentés par les salaires plus élevés à l'Ouest (dans les quelques pays qui n'appliquent pas la clause transitoire restrictive sur la libre circulation de la main d'œuvre originaire des nouveaux membres), pas de ruine des paysans... Bien au contraire, la croissance est soutenue (autour de 5 % en 2004), le commerce avec les pays de l'Union a augmenté et la balance commerciale s'est améliorée, devenant positive pour la première fois depuis quinze ans pour un pays comme la République tchèque. Les investissements en Europe centrale d'entreprises occidentales ont atteint des records. Même si les bénéfices de ce « boom » sont inégalement répartis, l'augmentation du revenu réel moyen de la population n'est pas contestable chez les nouveaux entrants. Le récent rapport de la Banque mondiale confirme un recul important de la pauvreté dans ces pays. Le paysan polonais, auquel le mouvement populiste Autodéfense d'Andrzej Lepper annonçait la ruine lorsque le pays entrerait dans l'Union européenne, a vu son revenu augmenter de 75 % au cours de la première année, grâce aux subventions de la Politique agricole commune. Tous les sondages le confirment : les opinions publiques des nouveaux membres sont assez satisfaites de l'entrée de leur pays dans l'UE et en sentent souvent déjà les bénéfices tangibles.

Paradoxalement, les élites politiques montantes et les médias ont tendance à faire entendre de plus en plus explicitement leurs réserves par rapport au processus d'intégration européenne. On observe partout l'épuisement des coalitions de centre-gauche qui avaient dominé la scène politique ces dernières années, avec pour ciment la perspective de l'adhésion. La victoire de la droite conservatrice aux élections législatives et présidentielles en Pologne, celle annoncée de l'ODS de Vaclav Klaus en République tchèque et du Fidesz de Viktor Orban en Hongrie au printemps 2006, marquent un virage politique à droite et la fin des l'euroenthousiasme de la période précédente. La réunion à Prague, en juin 2005, des partis de la droite libérale du groupe de Visegrad – Pologne (PO), Hongrie, République tchèque et Slovaquie – a clairement affirmé cette tendance. Le dénominateur commun affiché a été un certain euroscepticisme, et la poursuite de réformes libérales dont la *flat tax* (initiée par la Slovaquie et imitée depuis par les pays baltes) est devenue la mesure politique phare. Pour ces leaders de la droite en passe de prendre le pouvoir, l'Union européenne n'est qu'un lieu où ils ont promis de défendre l'intérêt national et de réduire l'influence de la « vieille Europe » (le couple franco-allemand).

Cette tendance nouvelle mérite plusieurs observations. D'abord, elle est le résultat d'une alternance politique dont la simultanéité (les quatre pays du groupe de Visegrad vont connaître des élections en un an) renforce le poids. Il y a aussi un effet de décompression après l'entrée dans l'Union européenne ; comme si, une fois dedans, on était plus libre de la critiquer et d'affirmer « l'intérêt national ». Il y a enfin un décalage clair entre la tiédeur européenne des élites et le soutien à l'UE d'une opinion publique qui attend de l'Union qu'elle soit le garde-fou contre les dérives (corruption, manque de transparence) de la classe politique et de l'inefficacité des institutions, à commencer par l'administration publique et la justice.

Le cas polonais oblige aussi à nuancer le tableau : suite à la victoire du PiS (Droit et justice, des frères Kaczynsky) aux dépens de la Plateforme civique (PO), on s'oriente vers un gouvernement minoritaire conservateur soutenu par l'extrême droite nationaliste et cléricale (Ligue des familles polonaises) et les populistes (Autodéfense). Le rejet d'une coalition avec les libéraux pourrait infléchir de façon importante une orientation qui, malgré les alternances politiques, fut celle de tous les gouvernements depuis 1990. Non seulement par la relance, potentiellement déstabilisatrice, de la « décommunisation » (la purge a déjà commencé dans la police et l'armée), mais aussi par l'annonce du retour à une « politique des valeurs ». Le premier signal adressé aux investisseurs occidentaux fut d'accuser les grandes surfaces étrangères de ne pas servir la croissance et de détruire le petit commerce. La nouvelle ministre des Finances, Teresa Lubinska, a, dans une interview au *Financial Times*, attaqué le groupe Tesco, leader du secteur avec quatre-vingts hypermarchés en Pologne, « un type d'investissement improductif dont la Pologne n'a pas besoin ». Ce type de « patriotisme économique » combiné avec les promesses d'un Etat protecteur sur le plan social annoncent un virage politique majeur : coup d'arrêt aux politiques libérales de l'après-1990 – ce qui pourra inquiéter les investisseurs, mais aussi les partenaires européens – et surtout « sursaut moral » avec un triple volet de lutte contre la corruption, la décommunisation et la résurgence des valeurs chrétiennes sur les questions de société telles que l'avortement. L'alliance des conservateurs et des populistes contre les libéraux, si elle devait durer, marquerait le tournant politique majeur depuis la chute du communisme.

Le deuxième paradoxe renforce le premier. Alors que l'intégration des nouveaux membres s'est déroulée sans problème et n'a pas paralysé le fonctionnement des institutions comme certains l'avaient craint, l'élargissement à l'Est coïncide avec une crise interne majeure au sein de l'UE dont le rejet du référendum constitutionnel par la France et les Pays-Bas a été l'illustration la plus flagrante. Les nouveaux commissaires de l'Est se sont vite intégrés, une nouvelle « euroélite » est-européenne est en train de se constituer, non seulement avec les places disponibles réservées dans les administrations européennes, mais aussi avec les possibilités offertes dans le secteur privé, les universités, etc... L'ouverture du marché du travail n'a eu lieu que dans certains pays qui ne veulent pas appliquer la période transitoire tels que la Grande-Bretagne, la Suède ou l'Irlande. La Grande-Bretagne a connu l'arrivée de quelque 100 000 Européens de l'Est depuis leur entrée dans l'UE – ce qui est assez modeste – qui rendent d'excellents services à l'économie (de l'ouvrier du bâtiment à la fille au pair). Ils sont principalement polonais (75 %) et ne suscitent aucune hostilité dans les pays concernés.

C'est la crise de l'Union européenne qui a, en revanche, un impact sur la façon dont les nouveaux membres perçoivent le projet européen. On ne mesure pas pleinement en France les conséquences du « non » dans les Etats qui viennent d'adhérer à l'UE, ni l'incompréhension envers un pays qui paraît avoir torpillé son propre projet, ni enfin la stupéfaction à l'égard des relents peu aimables vis-à-vis des nouveaux venus (la menace terrifiante et mythique du « plombier polonais »). Le résultat premier a été le grand soulagement des eurosceptiques de l'Est. Le « non » français n'a réjoui en Europe que les adversaires de la construction européenne. Le « non » danois à Maastricht en 1992 ou le « non » irlandais à Nice constituaient plus un problème pour les pays concernés que pour l'Union. Le « non » français, doublé de celui des Pays-Bas, ont brisé un tabou, car ils émanaient de pays fondateurs et ont compromis pour longtemps la perspective d'une Union politique. Les eurosceptiques de Varsovie ou de Prague peuvent remercier la France de les avoir débarrassés d'un traité dont ils ne voulaient pas. Ce n'est pas Jan Rokita, leader polonais de la Plateforme civique et auteur du fameux « Nice ou la mort », qui le regrettera¹ ; ni Vaclav Klaus, le Président tchèque qui ne cesse de fustiger le traité constitutionnel comme une menace pour la souveraineté du pays et pour

¹ Les leaders des partis de droite du groupe de Visegrad réunis à Prague le 6 juin se sont exprimés en ce sens. La plupart vont arriver au pouvoir au cours de l'année qui vient après l'épuisement de coalitions pro-européennes de centre-gauche. Jan Rokita, le leader de la principale formation de la droite libérale polonaise, a déclaré à la télévision tchèque le 6 juin 2005 : « Ce n'est pas le traité de Nice qui menace l'Union de paralysie, mais le processus de ratification de la Constitution. Pourquoi réparer quelque chose qui marche ? ».

l'économie libérale (il a comparé l'UE au Comecon dans une interview au *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et préconise de rebaptiser l'Union : « Organisation des Etats européens »).

Au-delà du traité constitutionnel, on craint à l'Est un blocage ou la suspension du processus d'élargissement de l'Union.

Dès que la dimension sociale, la directive Bolkestein et les délocalisations sont devenues l'un des éléments majeurs dans la campagne du « non de gauche », les ingrédients ont été réunis pour transformer en partie le référendum sur la Constitution en un référendum sur l'élargissement. L'une des conséquences premières de l'échec du référendum sera de pousser la France, mais probablement aussi d'autres pays tels que la Hollande ou l'Allemagne, à réclamer un moratoire sur les élargissements à venir. L'attention s'est focalisée sur le cas de la Turquie (décision favorable de l'UE le 3 octobre 2005 couplée avec celle qui concernait la Croatie). Mais, vu des Balkans, on craint que ce couplage dangereux (étant donné l'hostilité des opinions publiques à l'entrée de la Turquie) ne soit préjudiciable à ceux qui comptaient sur la perspective européenne comme toit commun européen pour surmonter les contentieux hérités de la dislocation de l'ex-Yougoslavie².

² Le lien entre les deux est absolument capital. Voir le rapport de la Commission internationale sur les Balkans, présidée par Giuliano Amato, *The Balkans in Europe's Future*, avril 2005.